

Mars 2009

La crise économique mondiale : quels impacts sur l'Afrique subsaharienne ?

Conférence du 09 mars 2009

*Alain Antil
Shanta Devarajan
Jacques Mistral*



Programme
Afrique subsaharienne



L'Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d'information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est une association reconnue d'utilité publique (loi de 1901). Il n'est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

Avec son antenne de Bruxelles (Ifri-Bruxelles), l'Ifri s'impose comme un des rares *think tanks* français à se positionner au cœur même du débat européen.

L'Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et économiques, chercheurs et experts à l'échelle internationale.

Les opinions exprimées ici n'engagent que la responsabilité des auteurs.

Compte-rendu réalisé par Thomas Patriota, stagiaire au programme Afrique subsaharienne de l'Ifri.



ACCOR



LAFARGE



ISBN : 978-2-86592-526-1

© Tous droits réservés, Ifri, 2009

Ifri

27 rue de la Procession
75740 Paris Cedex 15 - France
Tél. : +33 (0)1 40 61 60 00
Fax : +33 (0)1 40 61 60 60
Courriel : ifri@ifri.org

Eur-Ifri

Rue Marie-Thérèse, 21
1000 - Bruxelles, Belgique
Tél. : + 32 (2) 238 51 10
Fax. : + 32 (2) 238 51 15
Courriel : info.bruxelles@ifri.org

Site Internet : ifri.org

LA CRISE ECONOMIQUE MONDIALE : QUELS IMPACTS SUR L'AFRIQUE SUBSAHARIENNE ?

Conférence du 9 mars 2009

Alain Antil, responsable du programme Afrique subsaharienne à l'Ifri

Shanta Devarajan, économiste en chef pour la région Afrique à la Banque mondiale

Jacques Mistral, directeur des Etudes économiques à l'Ifri

I. INTRODUCTION

Transcription des interventions et du débat de la conférence du 9 mars 2009 autour d'Alain Antil, Shanta Devarajan et Jacques Mistral, organisée en partenariat avec le bureau de la Banque Mondiale en France. Les 132 présents représentaient un large panel : membres de l'Ifri, fonctionnaires d'organisations internationales et des différents ministères français, diplomates, journalistes, milieux d'affaires, ONG, associations.

Alain Antil :

« Bonjour à tous et à toutes, je tiens, au nom du programme Afrique subsaharienne et du département économie de l'IFRI, à vous remercier d'être venus aussi nombreux.

Nous avons aujourd'hui l'honneur d'accueillir M. Shanta Devarajan, chef économiste Afrique à la Banque Mondiale, et auparavant professeur réputé. Lors des premiers mois de la crise financière, un certain nombre de dirigeants africains avaient affirmé que la crise naissante ne toucherait pas l'Afrique. Aujourd'hui, les premiers effets sont malheureusement déjà palpables et nous aurons l'occasion de revenir sur les multiples courroies de transmission de cette crise vers le continent noir.

C'est pourquoi nous sommes particulièrement intéressés à ce que M. Devarajan nous dresse un tableau, pendant une petite demi-heure, de la situation économique actuelle, et des perspectives en Afrique subsaharienne. Ensuite, il nous restera 45 minutes pour débattre et revenir sur les différents points évoqués dans sa présentation.

On essaiera de lui poser un certain nombre de questions sur les IDE (investissements directs étrangers), sur les demandes en matières premières des puissances industrielles, sur la croissance, sur la stabilité des banques africaines, sur les

transferts des immigrés, sur l'aide des pays développés (est-ce que celle-ci va diminuer à cause de cette crise ?), et surtout d'essayer de voir avec lui quels sont les pays au sud du Sahara qui s'en tirent plutôt mieux, et ceux qui vont le plus souffrir. Je vais maintenant laisser la parole à Jacques Mistral, directeur des études économiques à l'IFRI, et ensuite Monsieur Devarajan fera son exposé. Nous avons jusqu'à 10 heures pour écouter Monsieur Devarajan et pour lui poser des questions ».

Jacques Mistral :

« Merci Alain. Bonjour à toutes et à tous. C'est effectivement un plaisir pour nous, avec nos spécialités respectives, d'organiser cette rencontre ce matin. C'est une responsabilité naturelle de l'IFRI de suivre l'évolution des grandes zones économiques du monde, et les interactions entre les évolutions économiques et les évolutions politiques. Nous avons - pour certains d'entre vous qui nous avaient accompagnés l'an dernier - organisé une série de séminaires sur les pays émergents face à la crise : la Chine, l'Inde, la Russie en particulier ; il y avait également le Vietnam. Nous intéresser ce matin à l'Afrique est donc une évolution naturelle.

C'est naturel pour les économistes en particulier, parce que la crise qui frappe l'économie mondiale maintenant depuis des mois et des mois et ne cesse de s'approfondir, et frappe ce continent de manière très particulière. Vous vous souvenez peut-être, il y a un an, il y avait une théorie en vogue, qui était la théorie dite du découplage, à laquelle nous n'avons jamais cru dans cette maison, mais qui était une théorie en vogue dans certains milieux, parmi les chefs économistes des grandes banques et d'autres institutions. On n'y a jamais cru et, malheureusement, l'évolution de la conjoncture depuis un an a confirmé les craintes que l'on pouvait avoir : il n'y a pas de zone qui échappe aux conséquences de cette crise.

Alors, ce qui est intéressant c'est que la crise ne frappe pas partout de la même façon. Et en particulier, il est clair que l'importance qu'a la crise du système financier dans ce qui s'est produit aux Etats-Unis, et dans ce qui se produit aujourd'hui en Europe, est quelque chose qui n'a pas les mêmes contours en Afrique. Donc il faut adapter notre analyse à des situations différentes, et c'est en cela que la matinée d'aujourd'hui va être utile. Il faut aussi, en se tournant vers l'avenir, se demander quelles seront les conséquences de ces événements. L'Afrique a en effet enregistré depuis des années - après beaucoup de déboires économiques - le début d'un décollage économique très perceptible. Et l'accumulation de défis que l'on voit depuis un an est assez inquiétante, qu'il s'agisse des questions alimentaires, qu'il s'agisse du prix du pétrole, qu'il s'agisse de la volatilité excessive du prix des matières premières, et puis naturellement des différents sujets qu'a évoqués très brièvement Alain Antil : les questions concernant le financement direct de l'extérieur - les investissements, mais également les flux de capitaux privés - , la réaction des pays industriels, et l'évolution de l'aide.

Tout cela, ce sont des questions qui invitent à s'interroger sur l'avenir de ces succès économiques africains. Succès économiques, mais également questions politiques. Ce week-end je parcourais le blog de notre orateur Monsieur Devarajan, pour voir un peu ce qu'il allait nous dire, et j'étais très frappé par l'un de ses messages récents, où, précisément, il liait les questions économiques - l'aggravation de la situation économique - et les problèmes de gouvernance politique, en faisant référence à des travaux que je crois importants. Ces travaux établissent un lien entre la rapidité, et surtout la stabilité de la croissance, et la qualité de la gouvernance politique.

Donc, les enjeux que soulève cette période difficile ne sont pas simplement de faire face, par des moyens traditionnels aux difficultés économiques et sociales que cela soulève,

mais c'est également une question politique, et c'est tout cela qui fait l'intérêt de la présentation de M. Shanta Devarajan, que je remercie d'être parmi nous. Voilà, j'ai permis à quelques personnes d'arriver et de se joindre à nous, et c'est un plaisir pour moi maintenant de vous passer la parole. »

II. Intervention de M. Shanta Devarajan :

« Merci, merci beaucoup M. Mistral, et aussi Alain Antil. C'est un honneur pour moi d'être parmi vous, et d'être invité pour donner ce discours. J'ai entendu beaucoup de choses sur l'Ifri. Je me rappelle que Pierre Jacquet, qui était mon premier étudiant à Harvard, quand j'étais prof là-bas, était venu ici après la fin de ses études à Harvard.

Je crois que nous sommes tous dans un milieu d'incertitude en ce moment, et c'est très important pour nous d'avoir cette discussion, sur tout ce que nous pouvons faire pour le continent africain, et surtout pour les pauvres en Afrique. Et aussi, je veux vous remercier pour le très bon résumé de ma présentation ce matin, parce que tous les points que vous avez souligné sont les points dont je vais parler.

Pour commencer, comme l'a dit Monsieur Mistral, cette notion que l'Afrique est découplée de la crise financière globale est complètement fautive. Cette notion était basée sur le fait que le secteur financier ou le secteur bancaire en Afrique, n'a pas le même comportement que le secteur financier aux Etats-Unis ou en Europe. Il est vrai que les banquiers africains n'utilisent pas les produits dérivés, et les prêts restent dans leurs propres bilans. Mais, quand même, il y a quelques petits points inquiétants au sein même du secteur financier. La plus grande économie, c'est-à-dire l'Afrique du Sud, a 40 % de ses prêts en hypothèque, et le prix des immeubles commence à tomber ; au Nigeria, la deuxième économie africaine, le niveau de crédit privé a augmenté de 100 % pendant l'année 2007. Ce sont deux points qui sont assez inquiétants.

Mais je crois que le véritable impact de la crise financière et économique globale a quatre canaux pour l'Afrique. D'abord, il y a les flux de capitaux. Peut-être que vous savez que c'est en Afrique que les flux de capitaux ont augmenté le plus vite en 2007, et même 2006, Cela représente maintenant à peu près 53 milliards de dollars. Le niveau de flux de capitaux est désormais plus élevé que l'aide étrangère en Afrique (celle-ci s'élève à peu près à 50 milliards de dollars). Ces financements et ces flux de capitaux financent principalement les infrastructures et le secteur minier. Il faut dire aussi que ce n'est pas seulement focalisé dans quelques pays comme auparavant. Les flux de capitaux sont beaucoup plus diversifiés. Et, comme la crise est une crise du capital, ces flux de capitaux en Afrique ont commencé à diminuer. Il y a deux ou trois indices là-dessus, par exemple, les bourses. Depuis septembre 2008, la bourse au Nigeria est tombée de 60% ; au Kenya de 40%,. Le problème est que les capitaux ont commencé à se retirer. Deuxièmement, il y a quelques pays qui ont compté augmenter leur accès au capital tels que le Ghana ou le Kenya. Ces pays doivent maintenant retarder ces requêtes pour les prêts, à un niveau de 800 millions de dollars. La République Démocratique du Congo a calculé que les financements en provenance de l'étranger vont diminuer de 1,8 milliards de dollars. Ça, c'est sérieux, parce que, comme je viens de le dire, ces investissements financent les infrastructures dont l'Afrique a besoin. Et maintenant, on ne peut pas financer ces projets qui sont très importants pour la croissance africaine.

Maintenant, le deuxième canal de transmission est celui des transferts de revenus des travailleurs africains qui travaillent à l'étranger, et qui envoient leur argent à leurs familles en Afrique. Ce niveau a augmenté jusqu'à 20 milliards de dollars en 2008, et

maintenant on pense que ce niveau va diminuer, ou être constant en 2009. Cette fois, le problème est un peu plus sérieux, car nous avons pensé aux transferts de revenus comme un outil contracyclique. Quand l'économie a une récession, normalement les transferts de revenus augmentent. Mais cette fois-ci la crise a commencé dans les pays où les travailleurs migrants vivent, où ils travaillent. Pour l'Afrique c'est beaucoup plus sérieux parce que 77% des transferts de revenus viennent de l'Europe de l'Ouest et des Etats-Unis. C'est différent, par exemple, de l'Asie du Sud. Une diminution des transferts peut avoir des effets néfastes dans quelques pays, par exemple le Lesotho. Le Lesotho dépend à hauteur de 29% du PIB des transferts de revenu. Donc, même seulement avec les transferts de revenu, on peut avoir une récession très sérieuse dans quelques petits pays comme le Lesotho.

Troisièmement, il y a cette question de l'aide étrangère. Ça c'est un petit mystère car on ne sait jamais ce qu'il va se passer avec l'aide étrangère. Tous les gouvernements, tous les bailleurs de fonds, ont dit qu'ils vont maintenir les montants de l'aide. Mais il y a un chercheur américain qui a fait une étude révélatrice à ce sujet. Il a posé la question : qu'est-ce qui s'est passé avec les trois pays nordiques qui ont connu une crise financière pendant les années 1990, c'est-à-dire la Norvège, la Suède et la Finlande ? . Ce sont 3 pays qui ont connu une crise financière très sérieuse pendant les années 1990. Or, l'aide au développement provenant de ces pays a diminué de 10% à 17% au lendemain de cette crise. Alors c'est un peu inquiétant ; malgré les promesses des bailleurs de fonds, je me demande si on peut maintenir ce niveau d'aide étrangère. Et aussi, il faut dire que ces mêmes bailleurs de fonds ont promis, durant la réunion de Gleneagles, en 2005, de doubler l'aide étrangère à l'Afrique. L'écart entre ces promesses et la réalité, aujourd'hui, est de 20 milliards de dollars. Et vous vous rappelez que, pendant l'année 2005, l'économie globale était beaucoup plus forte que l'économie actuelle. Alors, je me demande : si on ne peut pas réaliser les objectifs ou les promesses de 2005, est-ce qu'on va maintenir les promesses de 2008 ou 2009 ?

Quatrièmement - et c'est peut-être le canal le plus puissant : le prix des produits primaires. Comme vous pouvez le voir là [projection power point], le prix du pétrole est tombé de 140 dollars le baril, pendant le mois de juillet 2008, à moins de 40 dollars le baril actuellement. Cette chute de prix des produits primaires est à double tranchant : en effet, pour les pays importateurs, c'est un bénéfice d'avoir une diminution du prix du pétrole. Comme vous le savez, ce sont les mêmes pays qui ont souffert pendant l'année 2008. Il faut dire que le prix des autres produits primaires – pas seulement le pétrole, mais les minéraux, les métaux – est également tombé. Mais il est intéressant de voir quel est l'impact de cette diminution des prix des produits primaires, parmi tous les pays - importateurs et exportateurs de produits primaires confondus. Si vous regardez seulement pour l'année 2008, quand le prix du pétrole et le prix des minéraux sont montés, les pays qui ont été les plus frappés – les Seychelles, l'Erythrée, le Togo – sont les mêmes pays qui ont le plus bénéficié, à la fin de l'année 2008, de la chute des prix du pétrole. Et pour les pays exportateurs de pétrole, c'est l'inverse : ce sont les pays comme le Nigeria, le Gabon, la Guinée Equatoriale, qui ont subi un très fort choc positif de termes de l'échange en 2008, qui subissent le choc négatif en 2009. Il y a donc vraiment un effet asymétrique parmi les pays africains, et il faut tenir compte de cette différenciation pour étudier l'impact des prix.

Et, je dois ajouter qu'il y a une chose que j'avais écrite dans mon blog. J'avais effectivement affirmé que j'étais plus confiant pour la crise actuelle, avec les pays exportateurs de pétrole, par rapport aux contre-chocs pétroliers précédents. En effet, lorsque le prix mondial du pétrole était à 140 dollars par baril, les pays les plus grands, comme le Nigeria, l'Angola, le Gabon, ont utilisé un prix de 57 dollars par baril. Autrement dit, ils ont épargné la différence entre les deux. Alors, j'étais assez optimiste : j'avais écrit que peut-être nous n'aurions pas de grande récession comme celles que l'on a connu lors des derniers contre-chocs pétroliers, pendant les années 1980 par exemple. Mais, je crois que je

me suis un petit peu trompé, car il y a une chose que nous avons oublié : ce sont les pays où le secteur non pétrolier est très faible. Il n'y a pas de secteur non pétrolier qui soit réellement productif, ils ne se sont pas diversifiés. Avec un secteur assez petit, qui dépend des recettes de l'Etat pour le promouvoir, il est très difficile d'avoir de la croissance dans le secteur non pétrolier, quand vous avez cette chute du secteur pétrolier. Et l'impact, c'est qu'un pays comme l'Angola va avoir un taux de croissance cette année d'à peu près -17%, en termes nominaux.

Maintenant, il y a un autre aspect de cette crise dont il faut tenir compte, c'est que quelques pays africains - pas tous, mais certains - avaient de grands déséquilibres macroéconomiques avant la crise. L'Ethiopie avait un taux d'inflation de 60% en juillet 2008 ; c'était lié à la crise des produits alimentaires et à la crise du pétrole, mais ce n'était pas lié à la crise financière. Le Ghana avait un déficit fiscal de 14% du PIB. L'Afrique du Sud, qui est un pays plus ou moins bien dirigé, avec un excédent de comptes courants de 8% du PIB, qui était financé par les flux de capitaux privés, et qui ont maintenant plus ou moins disparu. Si vous ajoutez ces problèmes, ce sont des problèmes qui ne sont pas liés à la crise financière, mais qui limitent la flexibilité de ces pays d'avoir une relance budgétaire. Car, quand vous avez un déficit, il est beaucoup plus difficile d'avoir une relance budgétaire.

Si vous ajoutez cet effet aux autres canaux de transmission que je viens de décrire, vous avez comme résultat un taux de croissance moyen de l'Afrique qui va diminuer d'à peu près 2 points de pourcentage du PIB cette année. Le taux de croissance de 2008 qui était d'à peu près 5,4%, sera donc d'environ 3,3%. C'est la prévision la plus récente. Mais, chaque prévision que j'ai vu, chaque prévision que j'ai fait moi-même, était plus basse que la précédente. Alors, je crois que ça va encore changer dans quelques mois. Toujours est-il qu'une diminution de 2 points de PIB a tout de même des implications conséquentes. Cela est d'autant plus significatif que l'Afrique a connu, pour la première fois en deux décennies, un taux de croissance du PIB qui était fort, et qui s'est accéléré jusqu'en 2008. Pour la première fois en deux décennies, le taux de croissance moyen de l'Afrique était au même niveau que les pays en voie de développement, Chine et Inde mis à part. Ce taux de croissance était de 5,7% en 2006, 6,1% en 2007, et au début de l'année 2008, la prévision était de 6,4%.

Nous avons eu une relance de la croissance africaine, et beaucoup de monde pensait que peut-être l'Afrique avait vraiment commencé à diminuer la pauvreté. Maintenant, cette diminution, cette chute du taux de croissance crée des problèmes très importants, M. Mistral l'a déjà soulevé.

D'abord, cette croissance que l'on a connue pendant les années 2000 a créé des attentes, des anticipations parmi les peuples. Les leaders, les Présidents, et les Premiers ministres africains disaient : « cette croissance est réelle, nous avons vu que les flux de capitaux étrangers arrivent, il y a de la croissance, il y a du dynamisme dans nos économies, et on peut penser à un avenir qui est plus fort pour l'Afrique que par le passé ». Maintenant, pour des raisons qui n'ont rien avoir avec les décisions des policy-makers africains, il faut changer ces anticipations. Et ça c'est un problème pour les leaders, parce que, comment est-ce que vous pouvez aller parler aux peuples et dire : « maintenant, nous avons un problème, on ne peut pas avoir cette croissance qu'on a anticipé l'année dernière ». Et il y a des problèmes parce qu'il y a des leaders qui sont très forts, mais qui ont des problèmes pour conserver leur pouvoir Il y a des élections cette année, et on peut donc éventuellement s'attendre à des alternances de pouvoir.

Deuxièmement, le fait est que cette croissance qu'a connue l'Afrique pendant les années 2000 était due, en partie aux réformes économiques qui ont été conduites par les pays africains dans les années 1980 et 1990. Ce sont les réformes macroéconomiques notamment, qui étaient vraiment un tour de force. Le taux d'inflation moyen en Afrique était

de 18% pendant les années 1990, et il est tombé à 11% ce qui représente presque la moitié. En 1995, nous avions à peu près 20 pays africains avec un taux d'inflation au-dessus de 20%, alors qu'en 2007, il n'y en avait qu'un, c'était le Zimbabwe. Donc c'est vraiment un tour de force, un succès, d'avoir entrepris ces réformes macroéconomiques, qui, lorsque les prix des produits primaires augmentaient, et ont permis aux pays africains d'utiliser ce choc favorable de termes de l'échange pour relancer leurs économies.

Malheureusement, maintenant, on ne peut pas continuer avec cette croissance, et il est possible que le soutien politique pour ces réformes va aussi diminuer. Parce que ces mêmes réformes qui ont donné de la croissance, on les soupçonne maintenant d'être le problème. Surtout quand les pays occidentaux suivent des réformes qui sont aux antipodes des réformes macroéconomiques menées en Afrique : ils commencent à nationaliser les banques, quand les africains ont commencé à privatiser les banques, ils parlent de relances budgétaires, avec des déficits budgétaires qui montent, alors que les africains s'employaient à réduire le déficit budgétaire, pour minimiser les problèmes de l'inflation. Donc c'est peut-être aussi une crise politique qui va suivre la crise économique.

Maintenant, il y a aussi le problème que l'Afrique a connu beaucoup de chutes de croissance. En effet, ce n'est pas la première fois que le taux de croissance a diminué. Nous avons fait une étude sur le comportement des indicateurs de développement humain pendant les périodes de décélération de la croissance en Afrique. Et ce qui est important, c'est que l'effet de décélération est asymétrique avec les effets d'accélération. Autrement dit, quand l'économie tombe, le changement dans les indicateurs, tels que la mortalité infantile, ou les taux de scolarité, diminue plus qu'il n'augmente lorsque l'économie accélère. C'est la différence. Et j'ai utilisé ces coefficients pour poser la question : si la chute de croissance actuelle est typique des autres chutes de croissance que l'Afrique a connues, quel sera l'impact sur la mortalité infantile ? Et là, les chiffres sont très inquiétants. Nous avons calculé qu'à peu près 500 000 enfants de plus vont mourir avant leur premier anniversaire, si cette crise s'avère du même type que les crises connues auparavant en Afrique. Ce n'est donc pas seulement une crise économique et financière, c'est une crise politique, et ça peut aussi être une crise humaine.

Maintenant, peut-être avec cette introduction, vous voulez savoir qu'est-ce que la Banque Mondiale va faire en réponse ? Je vous assure que nous travaillons à plein temps sur cette crise. Ce que nous avons fait – parce que, comme je viens de le dire, l'impact est très différencié parmi les pays africains. Nous avons divisé les pays africains en deux catégories : d'abord il y a la catégorie qui sépare les pays africains où les conditions initiales étaient plus fortes, de celles où les conditions initiales étaient plus fragiles. Par exemple, un pays comme le Ghana, qui a commencé avec un déficit budgétaire de 14% du PIB, a un équilibre macroéconomique qui est plus fragile, par rapport à un pays comme l'Afrique du Sud, qui a un excédent d'environ 1% du PIB.

La deuxième différence se situe entre les pays où l'impact est immédiat, par exemple les pays qui dépendent le plus des flux de capitaux étrangers, et les pays où l'impact est un peu plus retardé, comme la Tanzanie, ou l'Ouganda, qui dépendent beaucoup plus de l'aide étrangère, où nous ne savons pas ce qu'il se passe. Maintenant, avec ces deux catégories, nous pouvons avoir 4 cellules où l'on peut mettre les pays [présentation power point]. Il faut donc se focaliser d'abord sur les pays dans le coin en haut à gauche du tableau, très dépendants des exportations de matières premières, et sur lesquels il y a un impact direct. Et peut-être le pays le plus important dans cette catégorie, c'est la République Démocratique du Congo, qui dépend des minerais, et où il y a eu une chute des financements étrangers. En même temps, la situation macroéconomique n'était pas très forte auparavant. Le mois dernier, je crois que la République Démocratique du Congo n'avait qu'une semaine d'importations en réserves de change. Donc c'est vraiment une crise macroéconomique. Pour cette raison, nous avons commencé avec ce type de pays. Mais nous avons aussi

commencé à travailler avec les pays des autres catégories. Et, ce que je veux souligner, c'est que les moyens d'intervention, de soutien que nous avons sont différenciés selon les catégories de pays. Par exemple, pour la RDC, nous avons réalisé un prêt d'urgence de 100 millions de dollars pour financer l'entretien des infrastructures et les salaires des enseignants. Il faut vraiment éviter le désastre.

Pour les pays à droite, c'est-à-dire, les pays dont les conditions initiales étaient beaucoup plus fortes, même s'il y a un impact immédiat, nous pouvons commencer à prendre des mesures de relance budgétaire. Mais aussi pour ces pays, il faut aider les gouvernements à expliquer l'ajustement qu'il faut faire avec cette crise, parce qu'il est possible que le soutien politique pour ces réformes diminue.

Pour les pays qui ont cette situation fragile, il y aura peut-être un impact à moyen terme – mais quand je dis moyen terme, je pense 6-9 mois. Le rapport doit être inversé : c'est-à-dire que ce sont les pays où il faut diminuer le déficit budgétaire, pas l'augmenter. Je disais à mes collègues au Ghana que peut-être : « vous avez déjà eu votre relance fiscale, avec un déficit de 14% du PIB. Maintenant il faut diminuer ce déficit fiscal ». Et l'assistance que nous donnons c'est de régler le sentier avec lequel nous pouvons diminuer ce déficit fiscal, pour donner un peu de confiance au secteur privé à revenir et investir plus.

Enfin, pour les pays dans le côté en bas à droite, ce sont les pays où nous avons un peu plus de temps, mais il faut avoir un planning pour pouvoir réagir quand la crise arrive. Et c'est pour cette raison que nous avons augmenté le prêt normal. Par exemple, nous avons un soutien budgétaire annuel à ces pays sous forme de prêt. Nous avons augmenté ce prêt annuel - ce qu'on appelle le « frontloading » – pour soutenir et permettre de réagir aux crises dès qu'elles arrivent.

En plus, nous avons plusieurs initiatives globales, pas seulement focalisées sur l'Afrique. Il y a beaucoup de discussion dans les journaux, surtout ce matin, sur ces projets. La partie de la Banque qui s'occupe du secteur privé, la SFI, a facilité 300 millions de dollars pour les infrastructures. L'objectif de cette facilité est de remplacer le soutien du secteur privé. Par exemple, quand nous avons un projet très bien dessiné qui est prêt à partir, mais qui, pour des raisons qui ne sont pas liées au projet, le soutien du secteur privé a disparu, à cause de la crise.

Et deuxièmement, nous avons ce fonds de vulnérabilité que le Président de la Banque Mondiale a appelé de ses vœux : il a suggéré que les pays riches paient 0,7% de leur relance budgétaire dans ce fonds. Mais la chose la plus importante de ce fonds, c'est que, comme nous avons beaucoup de besoins pour aider les pays pauvres dans cette crise, il faut que les bailleurs de fonds forment une coalition. Il ne faut pas que chaque bailleur fasse ce qu'il veut, pour ne pas multiplier les problèmes de coordination que l'on a déjà. Pour cette raison, il a suggéré que nous ayons un fonds, où tout le monde met son argent, et ce fonds peut aider les pays d'Afrique.

Peut-être que je vais m'arrêter ici pour me laisser le temps de répondre à vos questions. Je peux parler plus tard sur la stratégie à moyen terme de la Banque Mondiale, mais je crois que vous vous intéressez beaucoup plus à nos réponses sur la crise actuelle. Merci. »

III. Débat

Alain Antil :

« Oui, tout à fait. On va donc prendre quelques séries de questions. A chaque fois on prendra 3 ou 4 questions. Je vous demande d'être assez bref et de vous présenter avant de poser votre question. »

Etienne Nifran, assistant chercheur, CRM :

« Vous avez évoqué l'impact de la crise sur les pays africains. Qu'en est-il à propos des organisations régionales et sous-régionales ? Est-ce que le moment ne serait pas venu de chercher à plutôt orienter l'aide vers ces organisations régionales et sous-régionales, de façon à ce qu'elles aient un poids ? Ce serait à mon avis plus efficace pour résoudre les crises en Afrique. »

Roland Portella, administrateur d'entreprise :

« Roland Portella, je suis administrateur d'entreprise et membre aussi d'une organisation qui s'appelle la CADE (Coordination pour l'Afrique de Demain). Je reviens un peu sur le fonds de vulnérabilité. Je ne suis pas vraiment d'accord parce que c'est encore une autre manière, je pense, d'assister les Etats africains. Et puis, ça pose aussi un problème démocratique, puisque dans ces fonds, l'argent collecté viendra quand même des pays du Nord, qui ont eux-mêmes, leurs graves problèmes. Alors, aller financer encore les infrastructures en Afrique, je suis un peu sceptique, ça pose quand même un problème démocratique au sein des populations du Nord, qui elles-mêmes sont en crise et ont des problèmes de pouvoir d'achat.

Deuxièmement, j'aimerais savoir comment vous faites pour assister les Etats en matière de diversification de l'économie. Vous en avez parlé, et notamment sur le soutien des entrepreneurs. Je ne parle pas des grandes entreprises, mais le souci actuel, ce sont les entrepreneurs qui ont beaucoup d'idées, et à qui il manque un soutien. Il y a une asymétrie d'information. Vous avez des gens qui sont dynamiques, qui se lèvent chaque matin, mais quand ils veulent aller investir dans un secteur bien déterminé, il n'y a pas de cartographie sur les points d'investissement dans ce secteur parce qu'il y a aussi une rétention de l'information. Je pense que c'est vraiment une valeur qu'on ne prend pas en compte. Donc, qu'est-ce que vous faites en matière de diversification ?

Et puis, dernier point, c'est sur les banques, parce que vous avez certaines banques, qui malgré la crise, sont quand même en sur-liquidité, et il n'y a pas de produits pour accompagner les entrepreneurs. »

Thierry --- :

« Dans votre présentation, vous avez parlé du commerce, à propos des termes de l'échange, et des matières premières. Est-ce que vous pourriez préciser quelles sont les prévisions sur l'ensemble du commerce, exportations et importations – bien entendu que les

situations sont différentes selon les pays – mais je sais que l'Afrique au Sud du Sahara exporte tout de même peu de produits industriels. Est-ce que vous pourriez revenir un peu sur les aspects globaux des échanges commerciaux de l'Afrique, et peut-être aussi ce qui concerne les produits industriels, manufacturés. »

Helmut Reisen, OCDE :

« L'Afrique a beaucoup souffert dans le passé de l'afro-pessimisme, et je me demande si la présentation et les simulations, notamment, que vous faites, ne vont pas renforcer ça. Par exemple, lorsque vous parlez des phases de « growth deceleration », et que vous les liez mécaniquement aux taux de mortalité que vous avez pu observer dans le passé. Parce que, entre temps nous avons fait des progrès, notamment dans le domaine de la santé, beaucoup d'améliorations, aussi sur les infrastructures, donc l'impact sera très différent.

Deuxième remarque, la réaction et la réponse de la Banque Mondiale ne me semblent pas trop « incentive compatible » - je ne sais pas comment traduire, disons « liée aux bonnes incitations ». Si vous regardez, par exemple, le Ghana, si je ne me trompe pas, était le grand « donor darling » jusqu'à l'année dernière, où il était noté AAA. On remarque maintenant, avec le changement de gouvernement, qu'il y a eu des déficits énormes du gouvernement précédent, qui pourtant avait reçu les meilleures notes CPIA¹ de la Banque Mondiale. Maintenant vous le classifiez comme « weak ». Jusqu'à alors c'était « strong ». Et vous dites maintenant, au nouveau gouvernement, « désolés, on a déjà versé tout le fric à l'ancien gouvernement parce qu'on l'a beaucoup aimé ».

Troisièmement, si vous classifiez les pays en « weak initial condition », etc., et vous donnez la réponse, on donne assez d'argent immédiatement à des pays qui étaient très faibles, ce qui risque de renforcer le problème d'incitation. »

Shanta Devarajan :

« Merci beaucoup pour toutes ces questions très riches. On pourrait avoir une discussion de plusieurs heures sur chaque question. La première question est qu'est-ce que nous faisons avec les organisations régionales et sous-régionales en réponse à la crise. Nous travaillons avec l'Union Africaine, mais aussi avec les organisations sous-régionales. Mais il faut tenir compte du fait qu'avant la crise, ces institutions sous-régionales n'étaient pas très fortes. Elles commencent à augmenter leur capacité pour faire du développement, mais elles ne sont pas les institutions les plus fortes du monde. Et, comme cette crise a eu des effets asymétriques, même pour les pays membres d'une même sous-région, il y a un peu de tension créée par la crise dans ces organisations. Par exemple, pour les pays de la zone Franc CFA : nous avons les pays exportateurs de pétrole, surtout dans la zone d'Afrique centrale, et les pays importateurs de pétrole dans la zone Ouest, et il y a vraiment un impact très différent entre ces deux catégories de pays qui ont plus ou moins le même taux de change nominal.

Vous avez soulevé les problèmes de démocratie dans les pays du Nord. C'est une bonne question, et c'est vraiment un problème parce que nous avons le chômage, ici dans les pays du Nord. Mais qu'est-ce que les politiques de relance budgétaire essayent de faire, par exemple aux Etats-Unis, en Angleterre, ou en France ? C'est vraiment l'utilisation des

¹ Country Policy and Institutional Assessment.

fonds de l'Etat pour remplacer les fonds privés qui ont disparu. C'est une substitution de fonds privés par des fonds publics. Alors, ce que nous disons aux pays africains, c'est la même chose. L'Afrique était en train de recevoir des financements du secteur privé pour des projets d'infrastructures, et maintenant, ces fonds ont disparu. Le moment est donc propice pour utiliser les fonds publics et remplacer ces fonds privés, parce que l'Afrique a besoin de ces infrastructures. Alors, pour moi, il y a une logique parallèle entre l'utilisation de ces deux types de financement. Et si nous voulons investir pour les pauvres africains, il faut faire tout ce que nous pouvons à ce moment pour renforcer cela.

De même, vous avez soulevé un très bon point que j'ai oublié de mentionner. J'ai commencé à dire que le secteur financier n'avait pas un impact direct sur la crise, parce qu'il y a vraiment un découplage entre le secteur financier africain, et le secteur financier du reste du monde. Mais maintenant nous commençons à voir un effet direct engendré par la récession dans le secteur réel. Nous avons des banques au Nigeria et dans d'autres pays, qui étaient liées aux compagnies dans le secteur pétrolier, ou le secteur du gaz. Maintenant ces banques ont des problèmes, parce que le secteur pétrolier ou le secteur du gaz chutent.

Le Monsieur au fond a soulevé cette question à propos du commerce, qu'est-ce qui se passe avec le commerce ? Cette année, le commerce international va diminuer pour la première fois en 60 ou 70 ans,. Et comme vous l'avez bien dit, l'Afrique ne produit pas beaucoup de produits industriels. Mais, pour quelques pays comme le Lesotho (le Lesotho a 2 principales sources de revenu, ce sont les transferts de revenu, et l'exportation de vêtements), on constate une diminution des exportations de produits manufacturés. Aussi un pays comme l'île Maurice, qui est également exportateur de produits industriels, a connu une diminution. Et j'ai oublié de mentionner que le tourisme a commencé à diminuer en Afrique, ce qui a notamment un impact à Maurice, aux Seychelles ou au Cap-Vert.

Enfin, mon ami Helmut a soulevé quelques questions très difficiles. Cette question sur l'afro-pessimisme est un point important, mais je crois qu'il faut être prudent en ce moment de l'histoire. Nous pouvons célébrer la croissance africaine des années 2000 jusqu'à 2007. Mais quand vous regardez d'un peu plus près, cette croissance n'était pas assez soutenable. Même avant la crise. Par exemple, le taux d'investissement en Afrique a continué à être très faible malgré la croissance. Le taux d'investissement était d'à peu près 15 %. En Asie, c'était 25 %. En Asie du Sud, qui est une région assez pauvre, comme l'Afrique, c'était 22 %. Et il y a plusieurs indicateurs qui montrent que cette croissance était franchement un peu fragile. Et peut-être que c'est de l'afro-pessimisme, je pense plutôt que c'est de l'afro-prudence. Il faut tenir compte de la réalité en Afrique. Nous avons l'opportunité de relancer la croissance de façon plus soutenable, mais il y a beaucoup plus de choses à faire. Nous n'avons pas terminé nos travaux sur cette question.

Et cette question de « incentive compatibility ». Quand je parle d'un pays dont les conditions initiales sont faibles, je ne prends que la situation macroéconomique. Il y a beaucoup de choses au Ghana qui montrent que l'économie ghanéenne a de très grands atouts. Ils ont fait beaucoup de réformes : par exemple, le secteur industriel et le secteur bancaire fonctionnent très bien. Mais le fait est qu'ils ont un problème avec leur budget. Comme vous l'avez bien dit, ils ont eu des élections au mois de décembre 2008. Avant les élections, ils ont augmenté les salaires des fonctionnaires dans le secteur public, et voilà : nous avons un grand déficit. Et c'était anticipé, nous avons fait une étude l'année dernière sur le Ghana, dans laquelle nous avons anticipé qu'il y avait des problèmes structurels dans leur budget. Donc, ce n'est pas une question d'optimisme, ou de « donor darling », mais c'est vraiment que chaque pays est complexe. Il y a des pays qui font des bonnes choses au niveau macroéconomique, mais qui ont échoué au niveau structurel ou microéconomique. Par contre, un pays comme le Ghana, à mon avis, a fait beaucoup de choses très puissantes au niveau microéconomique, mais a vraiment un problème macroéconomique.

Mais je me demande aussi si, avec cette crise, nous devrions utiliser pour l'allocation de l'aide les mêmes principes et les mêmes outils que nous utilisons pendant les années normales. Normalement nous agissons de cette façon : l'allocation de l'aide dépend de la qualité de la productivité, des institutions dans le pays, etc.... C'est le CPIA dont vous avez parlé. Mais, maintenant, nous avons une crise. Est-ce qu'il ne faut peut-être pas aider- s'il y a un pays qui peut éviter une crise humaine, une crise politique, même s'ils n'ont pas un niveau politique institutionnel qui est assez élevé -, à ce moment précis, pour éviter une vraie crise économique et politique ?»

Alain Antil :

« On va reprendre une série de questions, et on va commencer par Jacques Mistral. »

Jacques Mistral :

« Oui, brièvement parce qu'il y a beaucoup de questions. D'abord un commentaire pour vérifier que j'ai bien compris un aspect important de votre exposé. Une chose qui me frappe, c'est le contraste entre l'accent mis sur des réformes qui ont été des succès, surtout des réformes microéconomiques ; et puis, ce que vous dites, par ailleurs, sur le fait que, malgré des résultats en matière d'inflation souvent satisfaisants, des problèmes persistent dans les réformes des procédures de décision budgétaire, ou de gestion des finances publiques. Je retire de ce que vous avez dit, brièvement, l'impression que, sur ce dernier point, les progrès ont été, en moyenne, très insuffisants. Donc, je serais content d'avoir un petit commentaire qui complète cela.

Deuxième question, très brièvement, sur un pays, la Chine, dont vous n'avez pas parlé, et je serais content de savoir comment vous voyez son influence dans l'évolution du continent pour l'instant. Comment la crise, la crise à l'extérieur, le ralentissement, affectent ses initiatives ?

Et puis, il y a un secteur auquel on a prêté beaucoup d'attention au printemps 2008, avec l'augmentation des prix alimentaires, c'est l'évolution de l'agriculture, si vous pouvez nous dire quelques mots sur ce point. Merci. »

Anthony Bouthelier, CIAN :

« Je voudrais rebondir sur votre dernière interrogation. Ne faut-il pas changer les méthodes de la Banque Mondiale ? Est-ce qu'il ne faudrait pas, à l'occasion de la crise, se poser des vraies questions méthodologiques ? Et, je voudrais revenir sur la question qui a été faite sur la régionalisation. Vous savez qu'il y a 200 organisations régionales en Afrique pour 53 pays, et vous observerez qu'aucune ne bénéficie de délégation de souveraineté économique, ce qui s'est passé pour l'Europe, pour des raisons évidentes, nous les connaissons. On peut se demander si ce ne serait pas l'occasion de revigorer certaines organisations régionales, afin de leur donner un vrai rôle économique.

Vous savez, à un moment donné, on avait parlé de Plan Marshall pour l'Afrique, or rappelez-vous que nos amis américains en 1944 ont dit « toutes ces tribus, les allemands, les français, on ne veut pas en entendre parler ». Et ils ont donné l'aide à ce qu'a été l'ancêtre de l'OCDE, à une organisation régionale qu'ils ont étouffée. Or, nous nous trouvons – face à un système féodal en Afrique, et on sait que la féodalité bloque tout développement. C'est une des grandes raisons de l'échec de l'aide à l'Afrique.

Et puis, pour ne pas être trop pessimiste, la vieille notion de l'arrêt des flux de capitaux n'est pas catastrophique, parce que l'on sait très bien que ces capitaux sont allés dans l'industrie minière, et pétrolière, et qu'il n'y a aucune corrélation entre le sort des populations et les investissements dans ces industries. Il en est de même pour l'aide publique. C'est pas dramatique si l'aide publique stagne ou diminue, car il n'y a aucune corrélation entre l'aide publique et le sort des populations. Ce ne sont pas les pays les plus aidés qui ont le mieux aidé leurs populations.

Dernier point, je ne partage pas votre optimisme sur le rôle des privatisations en Afrique. Certes, il y a eu de la croissance, mais les privatisations en Afrique – dans certains pays, c'est vrai ce que vous dites – mais dans d'autres, cela a été catastrophique et elles ont provoqué des récessions. Je vous remercie ».

Madame l'Ambassadeur Louise Avon :

« Je devais poser une question, mais c'était exactement celle de Monsieur Bouthelier vient de soulever en particulier par rapport aux institutions régionales et au soutien aux entrepreneurs, qui ont été très bien évoqués par Monsieur tout à l'heure. Je suis surprise que vous n'avez même pas mentionné la Banque Africaine de Développement. Vous avez cité l'Union Africaine, bien sûr, mais on sait que celle-ci n'a aucun effet sur les questions économiques. Par contre, je suis un peu surprise que la Banque Mondiale propose ce fonds, autrement dit, « que les bailleurs de fonds nous donnent leur argent et nous on saura s'en occuper ». Je pense que si c'était un gage de réussite, cela se saurait déjà. Et donc, pourquoi la Banque Mondiale ne propose pas de créer ce fonds à la Banque Africaine de Développement par exemple ? »

Michael Kohli, IRAM – Développement :

« Ma question porte sur l'impact de la croissance sur la pauvreté. Quand on regarde un peu l'évaluation de l'évolution de certains Etats vers l'atteinte des objectifs du millénaire de développement (OMD), on voit qu'il y a eu pas mal d'épisodes de croissance, mais qui ne se sont pas traduits en réduction de la pauvreté. Et, maintenant, quand on regarde un peu cette prévision de croissance pour l'Afrique qui, dans un scénario optimiste, doit passer de 5 % à peu près à 3 %, si je me souviens, est-ce qu'il n'y a pas de moyens, d'instruments à mobiliser pour faire de telle sorte qu'à croissance différente on ait, à peu près, un niveau de pauvreté qui soit constant, ou qui puisse diminuer. Parce qu'il y a quand même dans la littérature plusieurs façons de procéder, par exemple par la construction d'infrastructures, et de déceler des scénarios de croissance, qui puissent redistribuer de façon plus équitable le gâteau de la croissance. »

Shanta Devarajan :

« Merci, encore de ces questions très riches. Je les prends dans l'ordre, mais il y a des liaisons entre elles.

Je commence avec les questions de Jacques Mistral. J'ai soulevé l'exemple du Ghana comme un pays où il y a des problèmes macroéconomiques. Mais je vous dis franchement que, pour la plupart des pays africains, le progrès macroéconomique était très fort. Le Ghana est l'une des exceptions, ce n'est pas la moyenne. Les trois pays que j'ai évoqués, à savoir le Ghana, l'Ethiopie, et l'Afrique du Sud sont vraiment des exceptions. Pour l'Afrique du Sud, il y a une différence entre la gestion du secteur étranger et la gestion du déficit budgétaire, parce que le déficit budgétaire était très bien géré.

Votre question sur la Chine. Ce que nous avons constaté, c'est que la Chine n'a pas commencé à sortir de l'Afrique, mais que son taux de croissance a commencé à diminuer. Il y a quelques projets qu'ils ont prévu, qui ont commencé à diminuer. Toutefois le niveau d'investissement reste assez élevé.

Vous avez demandé la relation entre cette crise et la question des prix alimentaires. Je peux utiliser cette opportunité pour répondre également à la question de fonds de vulnérabilité que Madame a soulevé. Avec la réponse à la crise alimentaire de 2008, nous avons appris plusieurs choses. D'abord, nous avons appris qu'on peut réagir, et les gouvernements africains peuvent réagir très vite, avec une combinaison de politiques économiques et d'aide étrangère. En ce sens, l'idée de ce fonds de vulnérabilité vient du fonds qu'on a créé pendant la crise alimentaire, le Global Food Response Facility. C'est un type de fonds dans lequel tous les bailleurs peuvent mettre leur argent. On a utilisé ce fonds pour avoir une réponse coordonnée avec les pays qui ont été frappés par la crise. Et je crois que l'analyse est que cette façon de réagir pour la crise alimentaire était un succès. C'est pour cette raison que nous avons aussi pensé, utiliser ce type de mécanisme pour la crise actuelle.

Deuxièmement, il y a une autre chose, concernant cette crise, que nous avons trouvée. C'était qu'il est assez important, avec un accroissement des prix alimentaires, que les fermiers et agriculteurs africains, puissent profiter de cette augmentation du prix. Mais cela sera très difficile, parce que nous avons un très grand déficit d'infrastructures dans le secteur agricole. Même si les prix augmentent, les fermiers ne peuvent pas vendre leurs produits, si nous n'avons pas les routes, que ce soit pour vendre les produits, ou recevoir des engrais, et de manière générale pour qu'il puisse y avoir une réponse de l'offre. Alors, nous avons des problèmes en matière d'infrastructures qui sont très élevés dans ce domaine. C'est pour cette raison que nous avons récemment commencé des projets d'infrastructures agricoles, et il faut que l'on continue à maintenir ces projets pour que les fermiers africains puissent dégager des profits et sortir de la pauvreté.

Monsieur, vous avez bien dit, que peut-être nous pouvons donner de l'aide aux institutions régionales, comme on a fait avec le Plan Marshall, il y a 60 ans. C'est une question que nous commençons aussi à discuter à la Banque Mondiale. Nous nous sommes empêchés de donner des prêts aux institutions régionales, parce que celles-ci ne sont pas souveraines. Mais, si nous pouvions convertir ces prêts en dons – en prenant l'exemple de l'IDA² dont 25 % de l'aide est constituée de dons nous pourrions faire beaucoup plus pour les institutions régionales. C'est une discussion que nous avons commencé à avoir chez nous, et peut-être que vous pouvez nous aider à faire une campagne, à l'occasion de la 16e reconstitution des ressources de l'IDA, en faveur d'une conversion des dons en projets régionaux.

Je suis tout à fait d'accord avec vous que l'impact des privatisations est très divers sur le continent. Je ne crois pas du tout que c'était soit un succès, soit une catastrophe pure. Je crois que j'ai répondu à la question sur le pourquoi de ce fonds de vulnérabilité. Je dois dire que nous travaillons en collaboration très proche avec la Banque Africaine de Développement. Toute l'analyse que j'ai présentée aujourd'hui a été faite en collaboration avec mon homologue là-bas, Louis Kasekende.

² International Development Association.

Et aussi, vous avez parlé d'une chose que j'ai oublié de mentionner, c'est le soutien financier aux PME, parce que c'est une autre chose que nous pouvons faire, pour créer de l'emploi, mais aussi pour aider ces entreprises. Dans quelques pays, la plupart des entreprises sont dirigées par des femmes, alors il y a aussi une politique de genre à mener avec ce soutien aux entreprises.

Et enfin, le Monsieur a posé une question très importante, très globale, sur la relation entre croissance et pauvreté, et comment on peut utiliser cette crise, peut-être pour améliorer cette relation, ce qu'on appelle l'élasticité pauvreté-croissance. D'abord, il faut dire que cette élasticité croissance-pauvreté en Afrique est plus forte par rapport aux autres régions du monde. Par exemple en Asie du Sud, c'est beaucoup plus léger. C'est intéressant. Prenons les années 1995-2005 : le taux de pauvreté en Afrique a diminué de 8 points (de 58 % jusqu'à 50 %). Prenons la même période en Asie du Sud : le taux de pauvreté a diminué à peu près de 5 points même si l'Asie du Sud a eu un taux de croissance du PIB beaucoup plus élevé. Alors l'élasticité en Afrique, il faut l'améliorer, il faut l'augmenter, mais elle est plus forte en Afrique que dans d'autres régions pauvres, telles que l'Asie du Sud.

Cela dit, votre question est une très bonne question, parce que nous devons penser : « est-ce que l'on peut utiliser cette crise pour améliorer les choses qui nous empêchent d'avoir beaucoup plus de diminution de pauvreté avec 1 % de croissance ? ». Par exemple, les problèmes d'infrastructures en Afrique ne sont pas seulement dus à un manque de financement. Il y a beaucoup de problèmes institutionnels, beaucoup de problèmes de réglementation, beaucoup de problèmes politiques. Et, peut-être pendant cette crise, quand les financements sont très limités, nous pouvons améliorer ces réglementations. J'ai un collègue qui a fait cette analyse, qui montre que le déficit d'infrastructures en Afrique - qui était évalué à peu près à 40 milliards de dollars) peut être à moitié financé par une amélioration des politiques économiques du secteur, surtout les prix, et les réglementations qui aident à l'efficacité. Alors nous pensons que nous pouvons peut-être utiliser cette crise pour promouvoir ces politiques, car cela épargne de l'argent à l'Etat, et en même temps, cela rend l'économie nationale beaucoup plus efficace, et permet également de mieux profiter de la reprise de l'économie globale lorsque celle-ci advient. »

Alain Antil :

« Il nous reste une dizaine de minutes, nous allons donc prendre trois courtes questions, et ensuite nous laisserons répondre notre intervenant. »

Jean-Pierre Brard, député de Seine Saint-Denis :

« J'ai écouté avec beaucoup d'intérêt ce que vous avez dit, vos réflexions, vos préconisations. L'expérience m'incite à prendre avec beaucoup de circonspection, aussi, les réflexions de la Banque Mondiale, parce que vous avez évoqué le risque de déstabilisation politique, qui est très réel, et dans ces cas là, la Banque Mondiale n'est pas là pour assurer le service après-vente.

Je partage votre opinion quant à l'opportunité paradoxale qu'offre le renchérissement des denrées alimentaires. Alors, ma question est la suivante : n'est-ce pas l'occasion de concentrer des moyens très importants pour soutenir les politiques de la FAO, dans les Etats où il y a de vrais programmes pour l'autosuffisance alimentaire. Et on voit bien derrière, les conséquences sur les flux migratoires, lesquels flux migratoires risquent aujourd'hui, non seulement de s'accélérer, mais en même temps, avec la crise au Nord, de ne plus être porteurs des flux financiers vers les pays d'origine. Je pense à une conversation que j'ai eue

la semaine dernière avec des représentants maliens, qui me disaient que, pour l'instant, on ne ressent pas encore fortement, au Mali, les conséquences de la crise, mais qu'on craint la réduction des flux venant de France en particulier vers le Mali. Donc, je serais intéressé de savoir si vous n'imaginez pas une intervention forte pour soutenir la nouvelle politique de la FAO, définie au mois de septembre de l'année dernière. »

François Gaulme, Bureau de Prévention des Conflits, Ministère des Affaires Etrangères et Européennes :

« Vous avez évoqué la fragilité, et la fragilité même avant la crise. Ma question est double et simple : est-ce que la Banque Mondiale va augmenter ses activités spécifiques sur les Etats fragiles, en Afrique, et est-ce que ces activités vont évoluer vers une concentration sur le « state building ? »

Alain Dangeard - M.E.E.D. S.A., Economiste des Matières Premières et de l'Environnement :

« Ma question est très simple : est-ce que vous pensez sérieusement que ce que vous faites aujourd'hui, et l'ampleur, correspond à l'importance de l'Afrique pour le reste du monde ? A mon avis, la crise est une occasion exceptionnelle, une opportunité exceptionnelle, de traiter une série de problèmes qui ne sont absolument pas traités, et dont le reste du monde souffrira : le monde a besoin d'une Afrique qui traite son environnement, qui ait son rôle dans la question du changement climatique, c'est un continent qui n'émet pas de CO2... Donc mon sentiment, c'est qu'on n'est pas du tout à la mesure des enjeux. »

Alain Gascon, Professeur à l'Institut français de Géopolitique, Université de Paris VIII :

« Je voudrais continuer une réflexion qui a été faite, à propos de la question du rôle des Etats comme pouvant avoir un pouvoir sur la gestion de l'économie. Je vais prendre le cas de l'Ethiopie, où j'étais l'année dernière, et où j'ai vu effectivement, d'abord, de gros espoirs qui avaient été mis dans l'agriculture de rente, notamment toutes les serres autour de la capitale. Et puis, revenu l'été, on a vu naturellement le développement de la crise de subsistance, et cette crise de subsistance a contraint les autorités à une action qui était absolument nécessaire si on voulait éviter de graves troubles.

D'abord il y a eu effectivement des distributions et des ventes de nourriture à bas prix, qui ont été financées par le déficit public, et en même temps, il y a eu la crise pétrolière qui a contraint le gouvernement à limiter le prix des carburants, ce qui fait que, là aussi, ceci s'est traduit par un recours au déficit. Et d'une certaine façon, on peut dire que le gouvernement éthiopien a anticipé avec quelques mois d'avance, les mesures qui ont été prises par les gouvernements, que ce soit aux Etats-Unis, que ce soit en Europe. »

Shanta Devarajan :

« Vous avez dit quelques question courtes, n'est-ce-pas ? [rises]. La première question est sur les flux migratoires. Je suis tout à fait d'accord que ce problème de transferts de revenus peut devenir pire, quand vous avez les migrants revenant dans leur pays d'origine. Nous soutenons, ou nous essayons de soutenir la FAO dans ce programme d'agriculture. Mais pas seulement la FAO. Nous soutenons l'Union Africaine aussi, ou le NEPAD, qui a son

propre programme de relance agricole de l'Afrique, qui s'appelle CAADP³. Nous travaillons donc aussi en partenariat avec ces institutions. Et la Banque Mondiale a augmenté les prêts pour l'agriculture en Afrique, jusqu'à 1 milliard de dollars cette année.

Le Monsieur du Ministère des Affaires Etrangères a posé une question sur les Etats fragiles, et je suis tout à fait d'accord que la chose la plus importante dans ces Etats fragiles, est le state building, le renforcement de la capacité de l'Etat à faire ce qu'il faut faire. Mais franchement, c'est une chose très très difficile à faire, surtout dans les Etats fragiles. Et pour cette raison, nous travaillons dans plusieurs milieux. Nous essayons de promouvoir la provision de services de base comme l'éducation, la santé, ou les services comme l'eau et l'électricité, et aussi dans le secteur du gouvernement. Mais je vous dis franchement que les modèles que nous avons construits, pour faire le state building, sont les modèles qui sont basés sur les Etats non fragiles, les Etats plus ou moins normaux. Et je me demande quelques fois si nous n'avons pas besoin d'un nouveau modèle, un modèle alternatif, et ça, c'est une question très profonde, et peut-être que vous pouvez nous aider. Nous pouvons travailler ensemble sur cette question, parce que la réponse n'est pas évidente.

Je suis tout à fait d'accord avec vous sur la question du changement climatique. Pour l'Afrique, il me semble que l'impact du changement climatique est plus ou moins l'impact du changement climatique sur l'Afrique, et pas l'impact de l'Afrique sur le changement climatique. L'Afrique a 4 % des émissions de carbone dans l'atmosphère. Alors ce n'est pas grand-chose, si ça augmente jusqu'à 5 ou 6 %, cela n'a pas un grand effet. Par contre, l'impact sur l'Afrique peut être très néfaste. Par exemple, l'Afrique dépend de la pluie pour l'agriculture, beaucoup plus que les autres régions du monde, et les fluctuations de la pluie vont avoir des effets sur la croissance, et aussi sur les indicateurs humains.

La dernière question, franchement j'ai écrit 4 mots : rôle de l'Etat, crise, distribution, et crise pétrolière, mais j'ai oublié la question [rires]. Ah oui, sur l'Ethiopie, oui, exactement. Sur l'Ethiopie, comme je l'ai décrit, l'Ethiopie avait un déficit des comptes courants, des comptes commerciaux de 30 % du PIB. Ce n'est pas seulement dû à la crise alimentaire, ou à la crise pétrolière. Il y a vraiment des problèmes structurels dans ce pays, et je vous donne deux exemples. D'abord, les télécommunications : le prix des télécommunications en Ethiopie est 3 ou 4 fois plus élevé par rapport aux autres pays, et il n'y a qu'une seule compagnie qui est nationale, il n'y a pas de réglementation, pas de concurrence. Deuxièmement, le secteur financier continue à être complètement dirigé par l'Etat, et c'est très difficile pour les entrepreneurs de trouver des financements. Pour ces raisons, l'Ethiopie n'a pas beaucoup d'exportations. Cela se reflète dans le déficit des comptes courants. Alors il y a beaucoup de problèmes structurels dans l'économie éthiopienne, et il faut commencer à les résoudre pour que le pays puisse commencer la croissance. »

Alain Antil :

« Il me reste à remercier Monsieur Shanta Devarajan d'être venu nous parler si brillamment des conséquences de la crise sur l'Afrique au sud du Sahara, et à vous remercier vous d'être venus aussi nombreux et d'avoir posé des questions aussi intéressantes. Au revoir. »

³ Comprehensive Africa Agriculture Development Programme.